



Déclaration de la Cgt Éduc'action CAPA PLP du 6 décembre 2016

Monsieur le Recteur,
Chers collègues,

Cette Capa concernant les avancements d'échelon sera la dernière selon les modalités actuelles.

Elle représente, encore aujourd'hui, un rendez-vous manqué pour l'État de réaffirmer sa reconnaissance envers ses fonctionnaires. Car une politique inverse a été menée ces dernières années, avec le blocage du point d'indice, référence dans le calcul du traitement des fonctionnaires et récemment le passage en force sur le PPCR (Parcours professionnels, des carrières et des rémunérations).

Sur la question du point d'indice, l'augmentation de celui-ci, en deux fois, est très insuffisante au regard du retard pris pendant des années.

La Cgt Éduc'action revendique une augmentation immédiate de 400 euros par mois, pour tous et pour toutes, en rattrapage de la perte du pouvoir d'achat de 14% depuis 2000.

Sur la question du PPCR, nous voudrions d'abord rappeler que la Cgt Éduc'action a fait de nombreuses propositions d'amélioration du texte, toutes ignorées. Le gouvernement a fait le choix de passer outre.

Nous pouvons dire que, pour les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, le compte n'y est pas.

Madame la ministre a décidé de refondre l'évaluation des enseignants en remplaçant la notation chiffrée par une évaluation, fondée sur une inspection et deux entretiens professionnels. Ceux-ci adossés à une grille de 11 items dont la pertinence interroge. Nous refusons la logique de ce projet qui repose sur des entretiens, sur des critères subjectifs, et qui est l'instrument de l'arbitraire et de l'individualisation.

Le projet ministériel instaure aussi une classe exceptionnelle qui est en réalité un « grade à accès fonctionnel ». En voulant valoriser l'exercice de fonctions particulières et l'évaluation, la classe exceptionnelle accentue l'inégalité salariale puisque seuls 10% d'un corps seront concernés par ce grade.

Enfin nous pourrions nous réjouir de la revalorisation des grilles indiciaires qui nous a été proposée avec le PPCR. C'est en réalité un miroir aux alouettes. L'intégration partielle de primes et indemnités minore d'autant le montant de la hausse réelle et est loin de compenser les 14 % de perte de niveau de vie qui font des enseignants français de l'éducation nationale les plus mal payés d'Europe selon les chiffres de l'OCDE.

La Cgt Éduc'action revendique une déconnexion totale de la rémunération avec l'évaluation professionnelle et refuse la mise en concurrence entre les personnels.

La Cgt Éduc'action revendique un avancement réparti en 18 échelon sur un seul grade avec un rythme d'avancement identique pour tous.

Attachée aux valeurs du paritarisme, elle continuera de veiller à l'égalité de traitement de tous les personnels, ainsi qu'au développement d'un véritable service d'éducation garant de l'égalité d'accès à une éducation de qualité sur l'ensemble du territoire.

Pour la Cgt Éduc'Action, les élus-es CAPA